

répondre à la violence par la violence, et l'on verrait alors que l' « Organisation » n'est ni détruite, ni découragée. La Macédoine reste donc toujours un danger pour la paix de l'Europe, un foyer d'où l'on peut toujours craindre de voir se propager l'incendie ; aujourd'hui comme hier la même question se pose. Où est la solution ?

Examinons d'abord, pour les écarter plus vite, deux hypothèses.

La première est celle d'un retour au pur régime turc. Les agents civils, les officiers européens, les conseillers financiers ne sont, on le sait, engagés que pour un temps très court, deux ans ; une première fois, lors de la manifestation navale de Mételin, l'Europe a obtenu la prolongation de leur mandat pour une égale durée. A l'automne 1907, la Porte a dû consentir à une nouvelle prorogation ; ils resteront en fonctions aussi longtemps que sera perçu le droit de douane supplémentaire de 3 pour 100, c'est-à-dire jusqu'au 12 juillet 1914. Ce délai passé, quitteront-ils la Macédoine ? On ne saurait le dire. Leur entreprise est une œuvre de longue haleine qui n'est qu'à son début. Actuellement, si les officiers de gendarmerie européenne, si les organes divers du contrôle européen venaient à abandonner le pays, ce serait le signal d'un épouvantable massacre ; la tuerie ne serait pas moins affreuse si les Turcs et les agents européens venaient à quitter en même temps la Macédoine : les chrétiens s'extermineraient entre eux jusqu'à épuisement complet. Dans l'état actuel de la Macédoine, il est impossible d'admettre de pareilles hypothèses. Ces termes ne sont que des expédients diplomatiques destinés à sauvegarder en principe l'intégrité et la souveraineté du Sultan : il s'agit évidemment d'engagements renouvelables, et il est à espérer